



DECLARATION FSU – CDEN 59

14 septembre 2022

Les grilles et les portes des établissements étaient à peine ouvertes que le Ministre Ndiaye affirmait que la rentrée s'était bien passée, reprenant ainsi les mêmes éléments de langage que son prédécesseur. A la FSU, nous n'avons pas la même définition d'une rentrée réussie. En effet, pour nous, une rentrée scolaire réussie, c'est une rentrée où il ne manquerait pas des enseignants dans les écoles et les établissements. Une rentrée réussie, c'est une rentrée où les concours de recrutement auraient fait le plein. C'est une rentrée où il y aurait des personnels correctement formés dans les écoles et les établissements et non des personnes recrutées par petites annonces ou job dating. Une rentrée réussie, c'est une rentrée où chaque enfant relevant du champ du handicap ou allophone pourrait être accompagné. Une rentrée réussie, c'est une rentrée où les salaires des personnels enseignants, CPE et psyEN ne seraient plus parmi les plus bas des pays de l'OCDE, c'est une rentrée où les AED et les AESH ne seraient plus dans la précarité...

Pour la FSU, une rentrée réussie pour le service public d'éducation, c'est tout le contraire de ce que dit et fait le Président Macron et ses gouvernements depuis 2017 à travers une politique et des réformes qui ont dégradé les conditions de travail dans les établissements et l'entrée dans le métier d'enseignant. Faut-il rappeler ici, les 8000 suppressions de postes dans le secondaire depuis 2017 alors que les effectifs augmentaient dans les collèges et lycées ? Faut-il rappeler qu'une des premières mesures du Président Macron et de son gouvernement en 2017 a été de geler le point d'indice des fonctionnaires ?

Non, la rentrée ne se passe pas bien. C'est la rentrée de la pénurie et face à cette situation de crise, Emmanuel Macron a été obligé de descendre dans l'arène pour tenter d'éteindre l'incendie. Au final, son intervention à la Sorbonne aura été celle d'un Président déconnecté des réalités, s'exonérant de sa responsabilité dans la situation actuelle. Un Président qui ne traite pas des problèmes de fond mais préfère dérouler un projet de transformation brutal de notre système éducatif qui va continuer de le mener dans une impasse. Pour la FSU, le cadre national du service public d'éducation doit être renforcé. Il faut reconnaître l'engagement des personnels et leur expertise par une véritable revalorisation de toute la carrière, loin de toute mise en concurrence et à l'abri de l'arbitraire local. Le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et la revalorisation doit concerner tous les personnels, y compris les AED et AESH, et doit être sans contrepartie. La lutte contre la difficulté scolaire passe par des enseignements confortés avec des effectifs par classe diminués et des équipes pluriprofessionnelles complètes dans les écoles et les établissements. Il n'y donc pas besoin de faire ou d'attendre de grands discours ou de grands débats pour agir, il y a des solutions et décisions simples à mettre en place rapidement.

Cette rentrée est aussi marquée par la crise énergétique, après un été marqué par des phénomènes climatiques extrêmes. Cette crise énergétique va continuer d'impacter les collèges du département qui vont voir leurs coûts énergétiques croître fortement. La FSU souligne donc la hausse consentie par le conseil départemental du nord pour le budget 2023 des dotations des collèges qui voit son montant passer de 23 millions à 44 millions d'euros. Si l'accompagnement financier est une nécessité, cette crise énergétique et les changements climatiques actuels doivent nous obliger à réfléchir sur le long terme afin que les choix faits pour les établissements scolaires permettent de maîtriser et de diminuer la consommation d'énergie, que cela soit dans leur conception, dans leur utilisation ou leur entretien. La FSU rappelle qu'elle est toujours opposée à l'externalisation des missions d'entretien des collèges du nord. La présence continue et pérenne d'agents d'entretien titulaires et formés dans les collèges est aussi un facteur qui contribue à améliorer la prise en compte des problématiques énergétiques et climatiques par toutes et tous dans le quotidien des établissements.

Dans le 1er degré, des personnels remplaçants ont été envoyés dans les écoles pour assurer la rentrée des élèves. En prenant ainsi sur les réserves de postes de remplacement, il y a fort à parier que dans quelques jours ou semaines, il ne sera plus possible de remplacer les enseignantes et enseignants en congés maladies ou d'assurer les pondérations en éducation prioritaire. Dans l'enseignement primaire, lorsqu'un PE est absent et non remplacé, les élèves sont accueillis dans les autres classes. C'est alors toute l'organisation de l'école qui se trouve impactée. Les effectifs des classes augmentent, et les conditions d'apprentissage pour tous les élèves sont rendues difficiles.

Déjà des difficultés se font sentir dans certains secteurs. Par ailleurs, dans le cadre des ajustements de carte scolaire certaines priorités affichées par le ministère ne sont pas toujours réalisées faute de personnels disponibles : le plafonnement des classes de cycle 2 à 24, les dédoublements des classes de GS en éducation prioritaire, l'attribution effective des décharges de direction. La réforme de la formation initiale, plaçant certains stagiaires à 100% dans les classes alors que d'autres sont à 50%, a également désorganisé la préparation de cette rentrée. Du côté des AESH, là aussi les manques se font sentir. Une fois de plus ce sont les personnels fortement investis qui tiennent l'école à bout de bras pour que les élèves apprennent dans les meilleures conditions possibles. Les trop nombreux refus de temps partiels sur autorisation vis à vis de collègues qui en avaient besoin, leur rendent l'exercice du métier plus pénible.

Il est fondamental de donner les moyens à l'école de remplir sa mission de service public d'éducation, la question de l'attractivité du métier est au centre de cette problématique.

Depuis 3 ans, les crises s'enchaînent et elles révèlent combien les services publics sont importants pour y faire face. Il y a donc urgence à réellement les renforcer plutôt que de continuer à les affaiblir en les dénigrant ou en les paupérisant. Les enjeux sont énormes, ils sont éducatifs, sociaux et écologiques. La FSU revendique un financement des services publics pour construire un futur avec plus d'éducation, plus de soin, plus de solidarité, plus d'attention aux êtres humains et au vivant. Elle est déterminée à construire tous les cadres d'action qui permettront d'imposer cette dynamique.